

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ n°200-2024 Portant règlementation temporaire de circulation

Le Maire délégué de la commune d'Urou et Crennes, commune déléguée de GOUFFERN EN AUGE (Orne), Vu les Lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation publique,

Vu le code des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211.1, L2212.1, L2212.2, L2213.1 et suivants, Vu le code de la route, notamment les articles L411-1, R411-21-1, L325-1 et R325-1,

Vu la Loi n°82.213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées par la Loi n°82.623 du 22/07/1982,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

Vu les cérémonies du 11 novembre devant se dérouler à Urou et Crennes le lundi 11 novembre 2024, Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et pour permettre le bon déroulement des cérémonies, il est nécessaire de réglementer la circulation rue des Haras et rue du clos Saint Marc à Urou et Crennes,

ARRÊTE

<u>Article 1</u>: Dans le cadre des cérémonies du 11 novembre qui auront lieu le lundi 11 novembre 2024 en l'église d'Urou – rue des Haras – Urou et Crennes- 61200 GOUFFERN EN AUGE, la circulation sera interdite le lundi 11 novembre 2024 de 10 h à 13h30 rue des Haras et rue du clos Saint Marc – Urou et Crennes – 61200 GOUFFERN EN AUGE

<u>Article 2 :</u> Les prescriptions de l'article 1 seront matérialisées par l'implantation d'une signalisation conforme à la réglementation en vigueur. La mise en place, le maintien et la dépose de cette signalisation seront assurés par la municipalité.

<u>Article 3</u>: Le pétitionnaire devra s'assurer pour tous les éventuels dommages corporels ou matériels pouvant être occasionnés aux tiers.

<u>Article 4:</u> Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

<u>Article 6 :</u> Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 7:

- Monsieur le Maire délégué d'Urou et Crennes, commune déléguée de GOUFFERN EN AUGE
- Mr le Major de la Brigade de Gendarmerie d'ARGENTAN
- Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gouffern en Auge, le 6 novembre 2024 Le maire déléqué

B.MADEC